



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 76.935/2/V
du 6 août 2024

sur

un projet d'arrêté royal 'fixant
les conditions et les modalités
selon lesquelles l'assurance
obligatoire soins de santé et
indemnités paie des honoraires
forfaitaires aux médecins
spécialistes en
gynécologie-obstétrique qui
participent au service de garde
médicale dans la section MIC
d'une maternité'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 76.935/2/V
van 6 augustus 2024

over

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot vaststelling van de
voorwaarden en de nadere
regels overeenkomstig
dewelke de verplichte
verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen forfaitaire
honoraria betaalt aan de
artsen-specialisten in de
gynaecologie-verloskunde die
deelnemen aan de medische
wachtdienst in de
MIC-afdeling van een
kraaminrichting'

Le 3 juillet 2024, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Coopération au développement et de la Politique des Grandes villes à communiquer un avis dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 19 août 2024, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions et les modalités selon lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités paie des honoraires forfaitaires aux médecins spécialistes en gynécologie-obstétrique qui participent au service de garde médicale dans la section MIC d'une maternité'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 5 août 2024. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Christine HOREVOETS et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Philippe DE BRUYCKER, assesseur, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Xavier MINY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Patrick RONVAUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 6 août 2024.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juin au 15 août.

Op 3 juli 2024 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Ontwikkelingssamenwerking en Grootstedenbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 19 augustus 2024 een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit ‘tot vaststelling van de voorwaarden en de nadere regels overeenkomstig dewelke de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen forfaitaire honoraria betaalt aan de artsen-specialisten in de gynaecologie-verloskunde die deelnemen aan de medische wachtdienst in de MIC-afdeling van een kraaminrichting’.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 5 augustus 2024. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Christine HOREVOETS en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Philippe DE BRUYCKER, assessor, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Xavier MINY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Patrick RONVAUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 6 augustus 2024.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juni en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, la section de législation attire l'attention du demandeur d'avis sur le fait que la dissolution des Chambres législatives emporte que, depuis cette date et jusqu'à ce que, à la suite de l'élection des membres de la Chambre des représentants, le Roi nomme un nouveau Gouvernement, le Gouvernement ne dispose plus de la plénitude de ses compétences. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien des compétences ainsi limitées, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

À l'alinéa 1^{er}, il sera précisé que l'article 36*sexiesdecies* a été inséré par la loi du 18 mai 2022 'portant des dispositions diverses urgentes en matière de santé'.

DISPOSITIF

Article 2

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, énonce parmi les conditions que le médecin spécialiste agréé en gynécologie-obstétrique, expérimenté dans le suivi des grossesses à haut risque, « soit callable en permanence et se rend physiquement dans la section MIC à chaque appel ». Telle que formulée, la disposition semble donc exiger une venue à l'issue de chaque appel, même si cela n'est pas nécessaire.

À ce sujet, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Pour la question sur 'l'appelabilité' des spécialistes MIC à 'chaque fois', c'est bien ce qui est envisagé. La garde permanente doit être réalisée par un spécialiste MIC ou par un candidat dans la deuxième année qui a de l'expérience avec des patients dans le service MIC, selon l'AR du SPF santé publique, mentionné dans l'article 1^{er}. Le paiement pour cette garde est aussi du, si la garde est effectuée par un spécialiste en gynécologie qui n'est pas un spécialiste MIC. Cela correspond avec la réalité du terrain, mais il est quand-même nécessaire que le spécialiste MIC se déplace pour chaque cas qui est pris en compte au sein du service MIC. Il existe aussi un honoraire de disponibilité pour le

spécialiste en gynécologie, en dehors du service MIC pendant la nuit ou les jours fériés. Cet honoraire est à distinguer de l'honoraire de permanence par le spécialiste en gynécologie qui travaille dans le service MIC et qui a une compétence particulière ».

Malgré ces explications, la question demeure de savoir s'il n'est pas davantage cohérent d'exiger que le médecin spécialiste se rende physiquement dans la section MIC à chaque appel si sa présence s'avère nécessaire ou, en tout cas, est requise.

La disposition sera réexaminée à la lumière de cette observation.

2. En outre, il résulte du paragraphe 1^{er} que le médecin visé au 1), à savoir le médecin spécialiste agréé en gynécologie-obstétrique expérimenté dans le suivi des grossesses à haut risque et attaché à temps plein à l'institution disposant de la section MIC, se voit attribuer des honoraires forfaitaires de permanence pour la participation à la garde de nuit mentionnée à l'article 1^{er} du projet lorsqu'il assure cette garde.

Rien ne semble en revanche prévu dans l'hypothèse où il est appelé à se rendre physiquement sur place lorsque la garde est assurée par les médecins visés au paragraphe 1^{er}, 2) et 3).

En effet, il ressort des éléments du dossier ainsi que de l'explication fournie par la déléguée du Ministre que le médecin spécialiste visé au 1) qui n'assure pas la garde bénéficie d'un honoraire « de disponibilité » lequel ne correspond pas à l'honoraire de garde.

La section de législation n'aperçoit toutefois pas ce qui pourrait justifier que, dans l'hypothèse où le médecin spécialiste visé au 1) est appelable et doit se rendre physiquement sur place à la suite d'un appel, il ne puisse pas bénéficier d'un honoraire de garde pour les heures effectivement prestées au sein du service, au même titre que les médecins entrant dans les catégories 2) et 3) de la disposition examinée, alors que l'article 5, alinéa 3, du projet prévoit que la répartition des honoraires de garde s'effectue au prorata des heures de présence réelle dans la section MIC durant la nuit.

Il appartiendra à l'auteur du projet d'être en mesure de justifier cette différence de traitement au regard du principe d'égalité et de non-discrimination ou, à défaut, de revoir la disposition à l'examen.

3. Dans la version française, il y a lieu d'indiquer que les alinéas 3 et 4 constituent un paragraphe 2.

Article 3

Le paragraphe 2 prévoit ce qui suit :

« Les honoraires forfaitaires mentionnés au paragraphe précédent sont dus au plus tôt à partir du jour qui suit la transmission de la totalité des données visées à l'article 2, § 2. Les honoraires forfaitaires sont uniquement dus pour les jours où la liste a été correctement actualisée en fonction de la situation la plus récente ».

Compte tenu du fait que les honoraires forfaitaires portent sur la participation à la garde de nuit, la seconde phrase manque de clarté et sera revue pour mieux faire ressortir l'intention de l'auteur du projet.

Article 4

À l'alinéa 1^{er}, il est renvoyé aux articles 1^{er}, 2 et 3 pour identifier le service de garde. Or, si l'article 1^{er} précise effectivement ce qu'il faut viser par « service de garde » et si l'article 2 concerne plus spécifiquement les gardes de nuit dans le cadre du service de garde, le renvoi fait à l'article 3 semble erroné.

La disposition sera revue à la lumière de cette observation.

*

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Rekening houdend met het ogenblik waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de afdeling Wetgeving de aandacht van de adviesaanvrager erop dat de ontbinding van de wetgevende kamers tot gevolg heeft dat de regering sedert die datum en totdat, na de verkiezing van de Kamer van volksvertegenwoordigers, een nieuwe regering is benoemd door de Koning, niet meer over de volheid van haar bevoegdheid beschikt. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat nagegaan wordt of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid ingepast kan worden, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens die de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

In het eerste lid moet nader worden bepaald dat artikel 36*sexiesdecies* is ingevoegd bij de wet van 18 mei 2022 ‘houdende diverse dringende bepalingen inzake gezondheid’.

DISPOSITIEF

Artikel 2

1. Luidens paragraaf 1, tweede lid, is één van de voorwaarden dat de erkende arts-specialist in de gynaecologie-verloskunde, ervaren in het volgen van hoogrisicozwangerschappen, “permanent oproepbaar is en zich bij elke oproep fysiek naar de MIC-afdeling begeeft”. Zoals de bepaling geformuleerd is, lijkt ze dus te voorzien in de verplichting voor de arts om zich na elke oproep ter plaatse te begeven, zelfs als dat niet nodig is.

Op een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“Pour la question sur ‘l’appelabilité’ des spécialistes MIC à ‘chaque fois’, c’est bien ce qui est envisagé. La garde permanente doit être réalisé par un spécialiste MIC ou par un candidat dans la deuxième année qui a de l’expérience avec des patients dans le service MIC, selon l’AR du SPF santé publique, mentionné dans l’article 1^{er}. Le paiement pour cette garde est aussi du, si la garde est effectuée par un spécialiste en gynécologie qui n’est pas un spécialiste MIC. Cela correspond avec la réalité du terrain, mais il est quand-même nécessaire que le spécialiste MIC se déplace pour chaque cas qui est pris en compte au sein du service MIC. Il existe aussi un honoraire de disponibilité pour le spécialiste en gynécologie, en dehors du service MIC pendant la nuit ou les jours fériés. Cet honoraire est à distinguer de l’honoraire de permanence par le spécialiste en gynécologie qui travaille dans le service MIC et qui a une compétence particulière.”

Ondanks die uitleg blijft de vraag, of het niet logischer is te eisen dat de arts-specialist zich bij elke oproep fysiek naar de MIC-afdeling begeeft indien zijn aanwezigheid nodig blijkt of, in elk geval, vereist is.

De bepaling moet in het licht van deze opmerking opnieuw worden onderzocht.

2. Uit paragraaf 1 vloeit bovendien voort dat de in 1) bedoelde arts, te weten de erkende arts-specialist in de gynaecologie-verloskunde, ervaren in het volgen van hoogrisicozwangerschappen en voltijds verbonden aan de instelling met de MIC-afdeling, een forfaitair permanentiehonorarium voor deelname aan de in artikel 1 van het ontwerp vermelde wachtdienst tijdens de nacht toegekend krijgt, indien hij die wachtdienst verzekert.

Er lijkt daarentegen in geen enkele regeling te worden voorzien in het geval dat hij zich fysiek ter plaatse moet begeven wanneer de wachtdienst door de in paragraaf 1, 2) en 3), bedoelde artsen wordt verzekerd.

Uit de gegevens van het dossier en uit de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg blijkt immers dat de in 1) bedoelde arts-specialist die de wachtdienst niet verzekert, een “beschikbaarheidshonorarium” krijgt, dat niet overeenstemt met het wachthonorarium.

De afdeling Wetgeving begrijpt echter niet hoe te rechtvaardigen valt dat, ingeval de in 1) bedoelde arts-specialist oproepbaar is en zich bij een oproep fysiek ter plaatse moet begeven, hij geen wachthonorarium kan krijgen voor de effectief gepresteerde uren binnen de dienst, net zoals de artsen die in de categorieën 2) en 3) van de onderzochte bepaling vallen, terwijl artikel 5, derde lid, van het ontwerp bepaalt dat de forfaitaire verdeling van de wachthonoraria gebeurt pro rata de werkelijke aanwezigheidsuren in de MIC-afdeling tijdens de nacht.

De steller van het ontwerp moet dit verschil in behandeling kunnen verantwoorden in het licht van het beginsel van gelijkheid en non-discriminatie of anders de voorliggende bepaling herzien.

3. In de Franse tekst dient te worden aangegeven dat de leden 3 en 4 paragraaf 2 vormen.

Artikel 3

Paragraaf 2 bepaalt het volgende:

“Het in de vorige paragraaf vermelde forfaitair honorarium is ten vroegste verschuldigd vanaf de dag volgend op de overmaking van de volledige gegevens bedoeld in artikel 2, § 2. Het forfaitair honorarium is enkel verschuldigd voor de dagen dat de lijst correct is bijgewerkt in functie van de meest recente situatie.”

Gelet op het feit dat de forfaitaire honoraria betrekking hebben op de deelname aan wachtdiensten tijdens de nacht, is de tweede zin onvoldoende duidelijk en moet die worden herzien om de bedoeling van de steller van het ontwerp duidelijker tot uiting te laten komen.

Artikel 4

In het eerste lid wordt verwezen naar de artikelen 1, 2 en 3 om de wachtdienst te omschrijven. Artikel 1 verduidelijkt weliswaar wat wordt bedoeld met “wachtdienst” en artikel 2 heeft meer bepaald betrekking op de wachtdiensten tijdens de nacht in het kader van de wachtdienst, maar de verwijzing naar artikel 3 lijkt evenwel verkeerd.

De bepaling moet herzien worden in het licht van die opmerking.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Patrick RONVAUX